

N° 124 – 4^{ème} trim. 2005
Novembre 2005

	Page
<i>Synthèse</i>	4
<i>Avertissement méthodologique</i>	7
1. Vue d'ensemble	10
1.1 Les entreprises	10
1.1.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises	10
1.1.2 L'investissement des entreprises sur les 12 prochains mois	12
1.1.3 Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité.....	14
1.2 Les ménages	15
1.2.1 L'évolution de la consommation des ménages	15
1.2.2 L'investissement immobilier des ménages	16
1.2.3 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages	17
1.3 Les indicateurs macroéconomiques	18
2. Analyse sectorielle	22
2.1 Secteur primaire	22
2.2 Industrie agroalimentaire	24
2.3 Autres industries	26
2.4 Bâtiment et travaux publics	28
2.5 Commerce	30
2.6 Hôtellerie - Tourisme	34
2.7 Services marchands	36

L'activité économique de la fin du troisième trimestre 2005 a été marquée par les difficultés dans les négociations au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur la libéralisation des échanges mondiaux et la modération des prix sur les marchés pétroliers. Pour l'OMC, un compromis sur les subventions et protections agricoles semble désormais hors d'atteinte et les participants ont dû se recentrer sur les services afin que la conférence ministérielle de Hong Kong (13-18 décembre) ne s'achève pas sur un échec, comme celles de Seattle (1999) et de Cancun (2003). Quant au baril de brut, il est retombé en dessous de US\$60 à partir d'octobre et l'OPEP le voit évoluer dans une fourchette de US\$45-55 pour l'année prochaine, ce qui devrait préserver les perspectives de la croissance 2006.

La Chine et les Etats-Unis sont restés les principaux moteurs de la croissance internationale au troisième trimestre : le PIB de la **Chine** a enregistré +9,4% en glissement annuel et celui des **Etats-Unis** +3,8% (3,3% au précédent), au-delà des anticipations des économistes (+3,6%). Reposant sur la force de son marché intérieur, la croissance américaine a bénéficié de l'augmentation des dépenses de consommation des ménages (+3,9%) et des investissements des entreprises (+6,2%). Au lendemain du FOMC¹ du 1^{er} novembre, Alan Greenspan, président sortant de la Fed, faisait part au Congrès de sa confiance dans les fondamentaux de l'économie américaine, tout en mettant l'accent sur le risque d'inflation. En septembre, la hausse des prix à la consommation a été de 4,7% en glissement annuel (+3,6% en août), mais de seulement +1,3% hors alimentation et énergie. La cherté du pétrole a également eu une incidence forte sur les importations (+2,4% sur le mois de septembre). La détérioration consécutive du solde du commerce extérieur (US\$ -66,1 milliards après -59,3 en août) a, en outre, été accentuée par la contraction des exportations², mais largement financée par des entrées de capitaux importantes.

Le PIB du **Japon**, +1,7% en rythme annuel au troisième trimestre 2005, après +3,3% et +5,8% aux précédents, a dépassé les prévisions des professionnels (+1,1%), corroborant l'étude Tankan, publiée par la Bank of Japan (BOJ) en octobre, qui prédisait, outre la fin de sept années de déflation, la reprise de l'économie. Si le chômage s'est abaissé à 4,2% en septembre (4,3% en août), la production industrielle, en revanche, a déçu les attentes, seulement +0,2% (+1% en glissement annuel) au lieu des +2,1% escomptés par les analystes. Enfin, la privatisation de la poste, première institution financière au monde par ses dépôts (2 640 milliards d'euros), entérinée par le Sénat en octobre, devrait ouvrir la voie à d'autres réformes structurelles du système économique japonais.

Dans la **zone euro**, la croissance s'est ravivée au troisième trimestre 2005 ; le PIB a progressé de 0,6% (1,5% en glissement annuel), après 0,3% au deuxième. Le choc pétrolier semble avoir été amorti par l'effet d'entraînement de la croissance mondiale et l'affaiblissement relatif de l'euro vis-à-vis du dollar (il a perdu près de 13% depuis le début de l'année). Cette conjoncture plus favorable a profité à l'Allemagne (+0,6% après +0,2% au deuxième trimestre), à la France (+0,7% après +0,1%), à l'Espagne (+0,8% après +0,9%), mais pas à l'Italie (+0,3% après +0,7%). Toutefois, les prix à la consommation ont augmenté de 2,5% en glissement annuel en octobre, après 2,6% en septembre et la menace d'inflation pourrait inciter la BCE à un resserrement monétaire.

L'amélioration du PIB de la **France** au troisième trimestre 2005 devrait assurer un acquis de croissance de +1,5% pour l'ensemble de l'année. Cette relative vigueur tient, pour une large part, à la bonne tenue de la consommation des ménages (+4,2% en septembre en comparaison annuelle), rassérénés par l'embellie sur le marché de l'emploi (le nombre de chômeurs a diminué de 2,1% en septembre : 2,678 millions contre 2,735 un an auparavant) et à la production industrielle (+0,2%). En octobre, l'inflation s'est assagie, +1,8% en rythme annuel (+1% hors énergie), après +2,2% en septembre.

En **Polynésie française**, l'activité s'est quelque peu redressée au troisième trimestre 2005. Mais les projections pessimistes des entrepreneurs pour les trois derniers mois de l'année, les craintes nées du projet gouvernemental de réforme du financement de la politique sociale et les contraintes externes (prix de l'énergie ...) fragilisent le retour de la confiance. L'ensemble des entrepreneurs évoque des problèmes de règlement des clients, ce qui souligne certaines difficultés dans le tissu économique.

¹ Federal Open Market Committee

² La grève chez Boeing a entraîné un recul de 72% des exportations d'avions qui ont pesé sur le chiffre global.

L'**indice global des prix**, +0,8% en rythme mensuel et +1,6% en glissement annuel, a subi en septembre le contrecoup des revalorisations intervenues dans la boulangerie (le prix de la baguette a été fixé à 47 F CFP contre 43 précédemment) et surtout dans les hydrocarbures (carburant pour automobiles, électricité...).

La **consommation des ménages**, jusque-là un des moteurs de la croissance polynésienne, a montré des signes de fléchissement au troisième trimestre 2005. En effet, si les importations de biens d'équipement ménagers ont augmenté de 22,8% en comparaison annuelle (3 milliards de F CFP contre 2,4 au troisième trimestre 2004), les immatriculations de véhicules neufs se sont tassées de 13,9% (1 885 contre 2 189 au troisième trimestre 2004).

Malgré des anticipations d'**investissement** toujours négatives des responsables économiques, les crédits d'équipement accordés aux sociétés non financières ont crû de 4,8% en rythme annuel au troisième trimestre 2005 (41,7 milliards de F CFP contre 39,8 un an auparavant). L'investissement des ménages est resté bien orienté : l'encours des crédits à l'habitat aux particuliers a enregistré +7,3% sur la période (95,7 milliards de F CFP contre 89,2).

Quant aux **indicateurs de vulnérabilité**, ils ont mis en évidence une dégradation de la situation financière des agents économiques. Les incidents de paiement ont progressé de 2,3% en glissement annuel au troisième trimestre 2005 et les interdictions bancaires de 4,3%.

Les chefs d'entreprises du **secteur primaire** ont exprimé des opinions négatives sur leur activité au troisième trimestre 2005. Les pêcheurs ont de nouveau déploré la faiblesse des prises et les exportations ont régressé de 31,1% au troisième trimestre 2005 en rythme annuel (158 tonnes contre 229 au troisième trimestre 2004). L'agriculture, en revanche, a moins souffert. La production de coprah est passée à 2 913 tonnes contre 2 403 l'année précédente (+ 21,2%) et les exportations de vanille à 2,6 tonnes contre 1,9 (+36,8%).

L'**industrie** a connu un trimestre médiocre, hormis l'agroalimentaire qui a profité d'une reprise de son courant d'affaires. En témoignent les exportations de produits alimentaires, +24,9% en glissement annuel (4 249 contre 3 402 au troisième trimestre 2004).

La morosité du **BTP** sur la période s'est traduite par un repli en glissement annuel des importations de ciment de 15,5% (28 509 contre 33 740 au troisième trimestre 2004) et de bois transformé de 6,2% (11 751 tonnes contre 12 526).

Le **commerce** de gros a constaté une nouvelle contraction de son chiffre d'affaires à l'inverse de celui de détail. Néanmoins, les responsables du secteur attendent peu du quatrième trimestre 2005 en dépit de l'approche des fêtes de fin d'année.

Si les hôteliers ont pu jouir d'un meilleur taux d'occupation grâce à la haute saison, les statistiques délivrées par le Service du **tourisme** font état d'un déficit persistant du nombre de visiteurs étrangers : 153 927 en cumul de janvier à septembre 2005 contre 158 613 sur la même période en 2004, soit -3%.

Quant aux **services marchands**, le faible niveau des commandes a continué de grever leur activité.

Avertissement méthodologique

L'analyse de la conjoncture opérée dans ce bulletin est fondée sur l'interprétation des résultats d'une enquête d'opinion réalisée en **octobre 2005** auprès d'un échantillon représentatif de près d'une centaine d'entreprises polynésiennes et de l'évolution d'indicateurs macro-économiques se rapportant aux différents secteurs d'activité, aux entreprises et aux ménages.

Interprétation des soldes d'opinion

Un solde d'opinion qui se rapporte à l'**activité** ou aux **charges** d'exploitation, correspond à la différence entre le pourcentage de chefs d'entreprises considérant que leur activité ou leurs charges ont augmenté au cours du trimestre écoulé (réalisations du **3^{ème} trimestre 2005**) ou vont croître au cours du trimestre à venir (prévisions du **4^{ème} trimestre 2005**) et le pourcentage de chefs d'entreprises considérant que leur activité ou leurs charges ont diminué ou vont décroître. S'agissant de la **trésorerie**, le mode de calcul est identique mais la question posée se réfère à l'amélioration, la stabilité ou la dégradation.

Les résultats de l'enquête de conjoncture sont représentés sous la forme de graphiques ou de tableaux fléchés retraçant l'évolution des soldes d'opinion des entreprises de l'échantillon.

Depuis le Bulletin trimestriel n° 97, un solde d'opinion positif correspond à une amélioration pour l'entreprise, un solde négatif à une détérioration, quels que soient les indicateurs concernés (ainsi, par exemple, un solde positif indiquera une progression de l'activité, mais le même solde positif appliqué aux charges exprimera une baisse des charges, élément positif pour l'entreprise).

Plus précisément :

- Les courbes ne traduisent pas une mesure statistique en valeur absolue ou relative des indicateurs mais une tendance, plus ou moins forte, à s'écarter ou à se rapprocher de la stabilité. Ainsi, elles évoluent de part et d'autre d'un axe des abscisses reflétant la stabilité de l'activité, des charges et de la trésorerie. Les points situés au-dessus de cet axe correspondent à des opinions majoritairement favorables (celles-ci s'avèrent de plus en plus optimistes lorsque la courbe s'inscrit dans une phase croissante et inversement de moins en moins favorables lorsqu'elle se rapproche de l'axe des abscisses). A l'inverse, les points situés au-dessous de cet axe sont le reflet de réponses plutôt défavorables, de plus en plus négatives dans les phases descendantes et allant en s'atténuant lorsque la courbe se rapproche de l'axe des abscisses.
- En ce qui concerne les tableaux, une flèche pointant vers le haut correspond à une évolution favorable, quel que soit le sens de variation de l'indicateur concerné. A l'inverse, une flèche pointant vers le bas traduit une évolution défavorable. Ainsi, une flèche descendante pour les charges d'exploitation correspond à une évolution défavorable, donc à un alourdissement (une augmentation) des charges. On notera enfin que l'on parle de stabilité (illustrée par une flèche horizontale) lorsque le solde d'opinion est compris entre -5 % et +5 %.

EXEMPLES					
Activité	Charges d'exploit.	Trésorerie	Effectifs	Prix de vente	Délais de paiement clients
 Hausse	 Allègement	 Amélioration	 Hausse	 Hausse	 Plus courts
 Baisse	 Alourdissement	 Détérioration	 Baisse	 Baisse	 Plus longs

Compréhension des graphiques d'indicateurs économiques

Les séries statistiques sont présentées sous la forme de données brutes ou corrigées des variations saisonnières (CVS) ou de moyennes mobiles d'ordre 3, afin d'obtenir un lissage des évolutions trop heurtées. Dans ce dernier cas, la courbe des données non lissées est superposée à la courbe lissée, qui reflète la tendance.

L'utilisation des moyennes mobiles d'ordre 3 consiste à retenir pour un point (mois ou trimestre), la moyenne des valeurs de ce point, du point précédent et du point suivant. Ainsi, par exemple, mai sera la valeur moyenne d'avril, mai et juin, juin celle de mai, juin et juillet, etc...

1. Vue d'ensemble

1.1 Les entreprises

1.2 Les ménages

1.3 Les indicateurs macroéconomiques

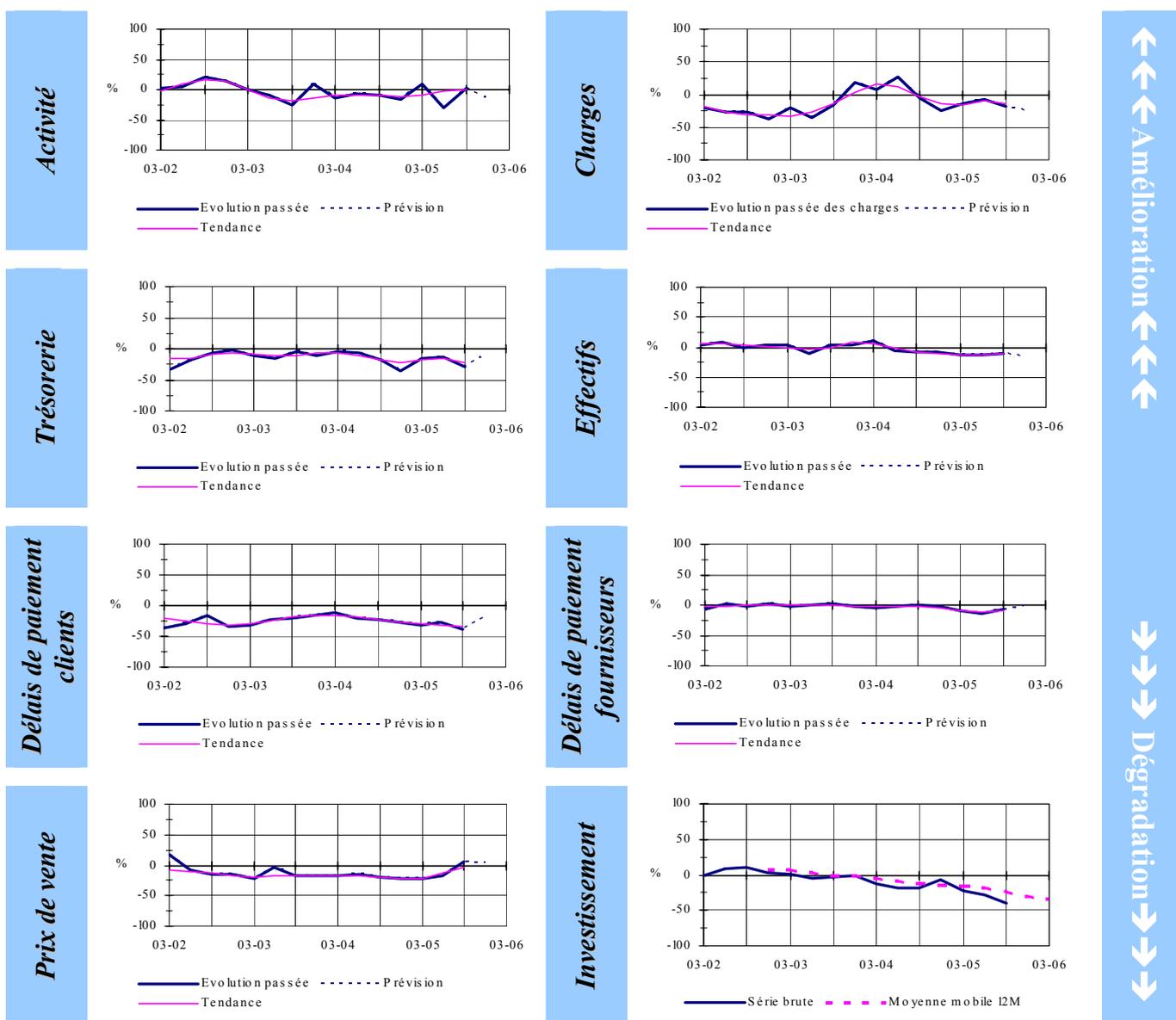
1. Vue d'ensemble

1.1 Les entreprises

1.1.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises

Enquête d'opinions des dirigeants d'entreprise au 30 septembre 2005 réalisée auprès d'un échantillon de 260 entreprises dont 151 ayant répondu

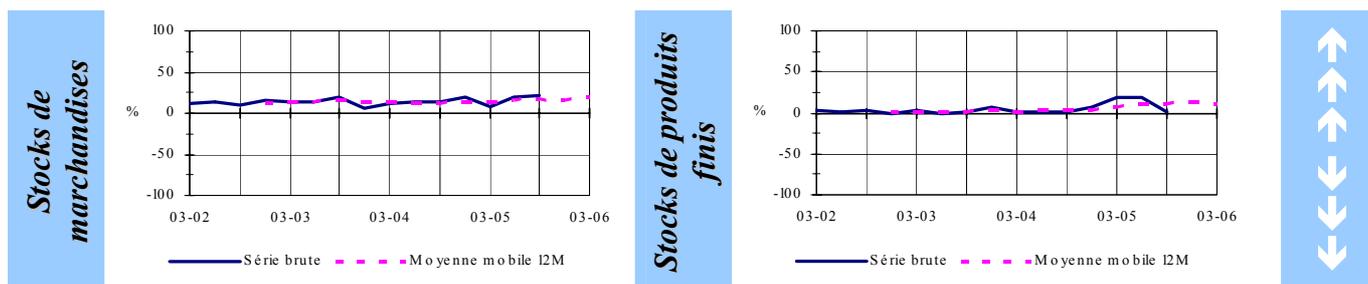
Soldes d'opinions¹ CVS avec un taux de représentativité de l'enquête de 21,9 %²



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

¹ La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinion relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.

² Taux de représentativité de l'enquête = effectifs des entreprises ayant répondu à l'enquête hors services marchands et secteur primaire / effectifs totaux déclarés à la CPS au 31 décembre 2004.



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

Selon les résultats de l'enquête, l'activité semble être revenue à la normale au troisième trimestre 2005. Cela n'a pourtant pas freiné le mouvement de réduction d'effectifs observé depuis le début de l'année. Les charges d'exploitation ont continué à peser sur les comptes des entreprises et leur trésorerie est restée fragile, principalement en raison des retards de paiement de la clientèle. Les prix de vente, pour leur part, ont été stables sur la période. Quant aux stocks de marchandises et de matières premières, ils sont apparus excessifs.

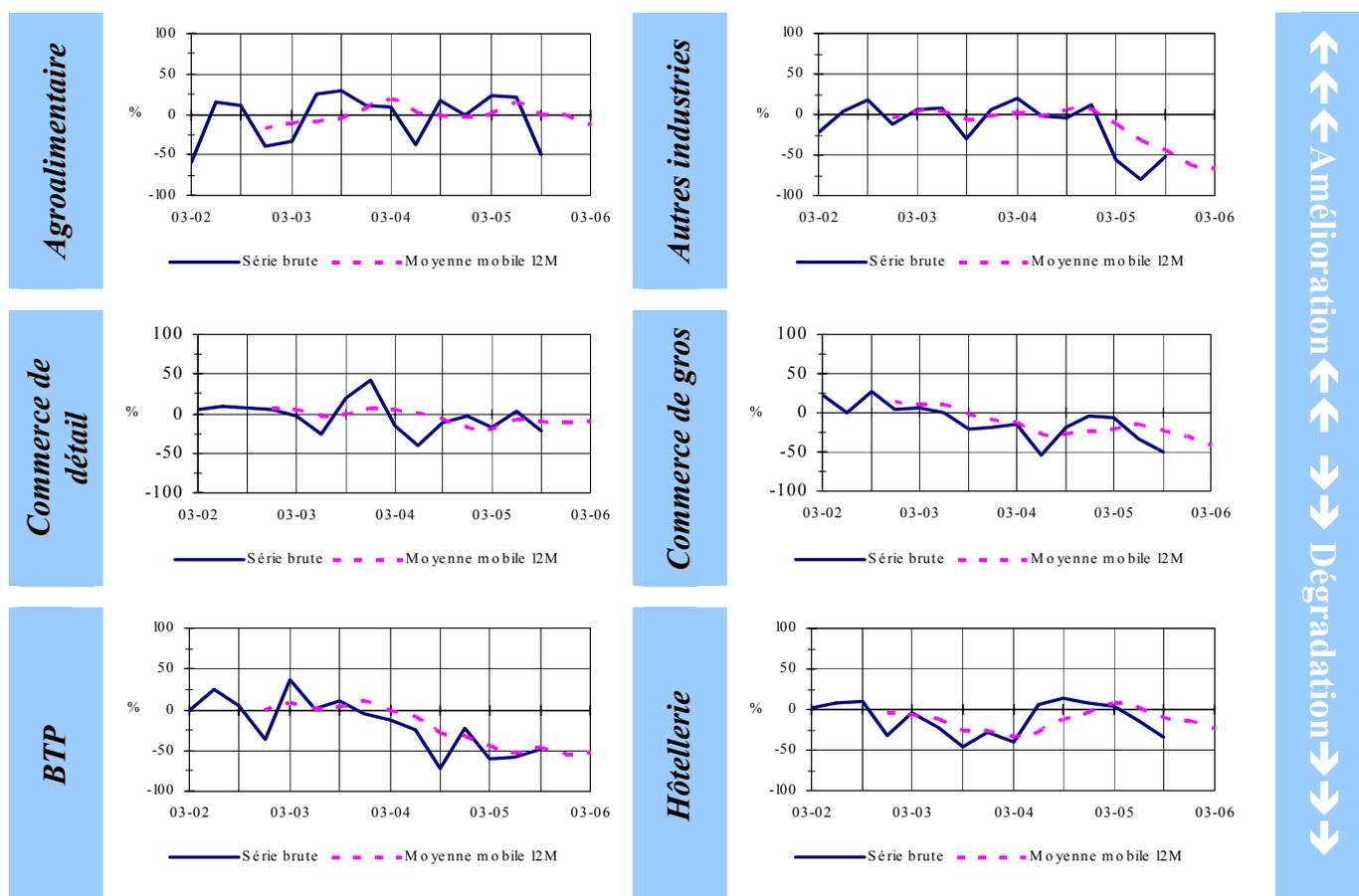
Ceux de produits finis ont été considérés comme convenables.

Les dirigeants économiques interrogés pour l'enquête ne se montrent pas plus optimistes pour la fin de l'année. Ils prévoient de nouveaux licenciements et déplorent la dégradation sur leurs charges d'exploitation. Leur trésorerie ne devrait pas connaître d'amélioration, grevée par l'accumulation des délais de règlement des clients.

1.1 Les entreprises

1.1.2 L'investissement des entreprises sur les 12 prochains mois

Enquête d'opinions des dirigeants d'entreprise au 30 septembre 2005 Soldes d'opinions¹



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles)

Très limitées depuis le début de l'année, les intentions d'investissement des entreprises sont devenues unanimement négatives au troisième trimestre 2005 et ne devraient pas fondamentalement changer au quatrième.

Elles n'ont pourtant pas été corroborées par les importations de biens d'équipement qui, abstraction faite du dernier Airbus acquis par Air Tahiti Nui et comptabilisé dans les statistiques de la douane en septembre (9,6 milliards de F CFP), ont augmenté de 16% en glissement annuel sur le troisième trimestre

(7 milliards de F CFP contre 6), dont +48,6% pour les machines (2,2 milliards de F CFP contre 1,5). Cette évolution est toutefois à nuancer car elle succède à trois années de repli² et s'explique donc en partie par un effet de rattrapage.

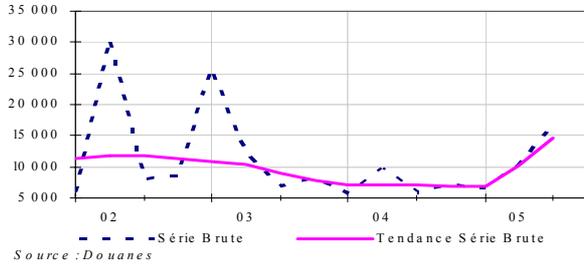
L'encours des crédits d'équipement s'est accru de 4,8% en rythme annuel (41,7 milliards de F CFP contre 39,8 un an plus tôt).

¹ La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinion relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.

² 9,7 milliards de F CFP au troisième trimestre 2001, 8,1 au troisième trimestre 2002 (-16,8%), 6,8 au troisième trimestre 2003 (-15,4%) et 6 au troisième trimestre 2004 (-12%).

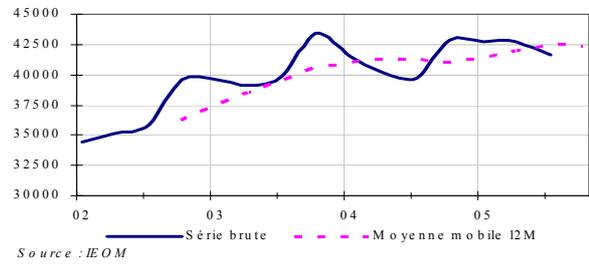
Les biens d'équipement professionnels

Importations de biens d'équipement professionnels
(en millions de F CFP)



Le financement des investissements

Encours bancaire des crédits d'équipement
(données brutes en millions de F CFP)

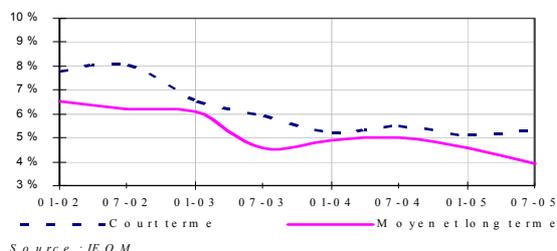


1.1 Les entreprises

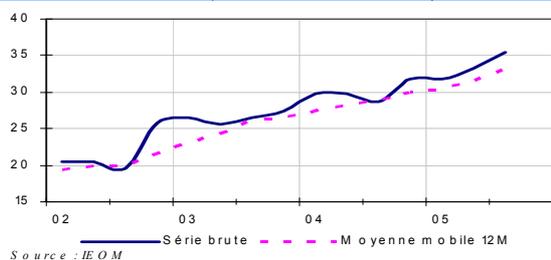
1.1.3 Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité

Les conditions de financement

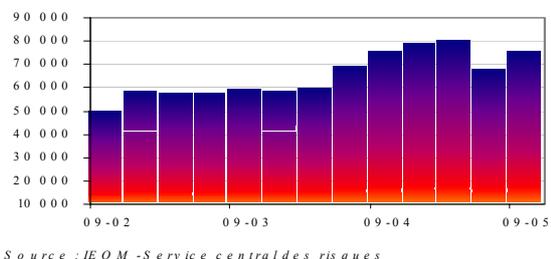
Coût du crédit aux entreprises



Encours bancaires des crédits d'exploitation (en milliards de F CFP)

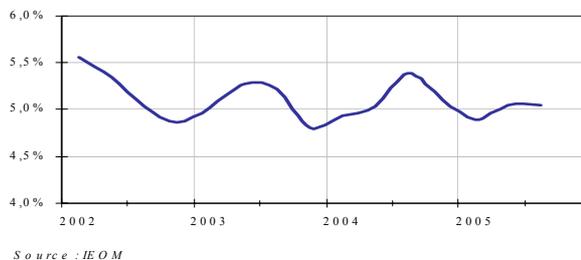


Crédits à moyen terme tous secteurs (en millions de F CFP)

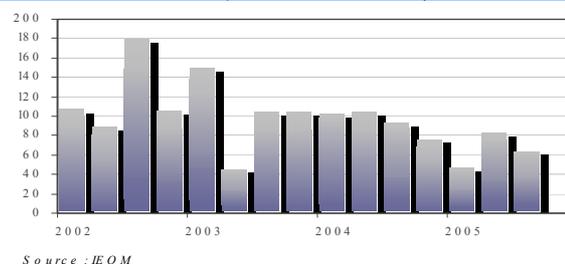


Les indicateurs de vulnérabilité

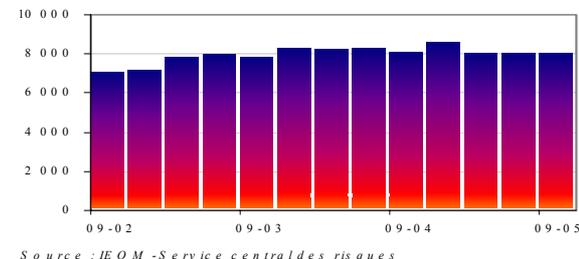
Ratio créances douteuses brutes/total des crédits



Impayés sur effets (en cumul trimestriel)



Créances douteuses tous secteurs (en millions de F CFP)



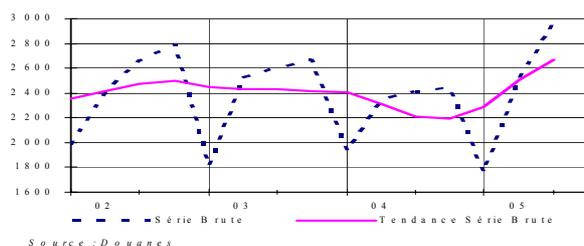
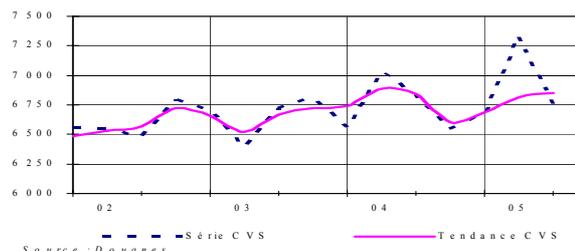
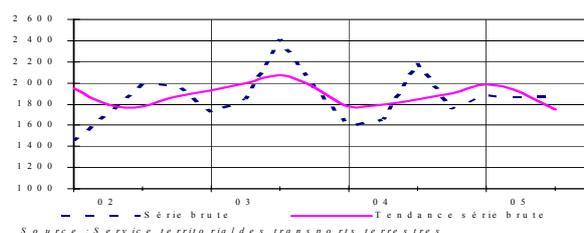
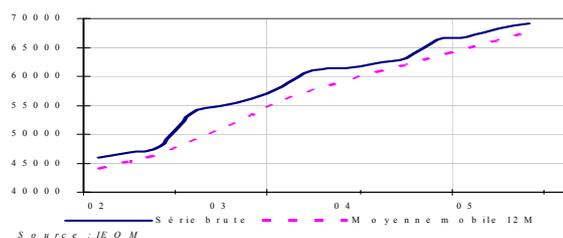
La quasi-stagnation en rythme annuel de l'encours global des crédits à moyen terme au troisième trimestre 2005 (-0,1%) provient essentiellement des évolutions contraires de ses deux plus importantes composantes, le commerce (-12,1%) et les transports et communications (+13%), qui représentent plus de 50% du total en cumul. En ce qui concerne les autres secteurs, on a observé sur la période une hausse pour le secteur primaire (+24,5%), l'industrie (+4,7%) ainsi que le BTP (+0,6%) et un recul dans l'hôtellerie (-0,3%), les services aux entreprises (-9,3%) et le commerce (-12,1%).

Alors que les incidents de paiement sur effets ont été de 32% moins nombreux qu'au troisième trimestre 2004 (62 au troisième trimestre 2005 contre 91 un an plus tôt), les interdictions bancaires touchant les personnes morales se sont accrues de 12% (366 en septembre 2005 contre 327 un an auparavant).

Sur l'année, l'encours global des créances douteuses s'est contracté de 0,7%. Il a été stable dans les transports et communications (0%), s'est inscrit en baisse dans les services aux entreprises (-0,3%), l'industrie (-0,5%), le commerce (-6,8%) ainsi que le secteur primaire (-6,8%) et a progressé dans l'hôtellerie (+3,9%) et le BTP (+14,9%).

1.2 Les ménages

1.2.1 L'évolution de la consommation des ménages

Importations de biens d'équipement ménagers
 (en millions de F CFP)

Importations de produits alimentaires
 (en millions de F CFP)

Immatriculations de véhicules neufs

Encours bancaire de crédits à la consommation
 (en millions de F CFP)


Pour ce qui est de la consommation, le troisième trimestre 2005 s'est avéré mitigé. Les importations de biens d'équipement ont progressé de 22,8% en glissement annuel (3 milliards de F CFP contre 2,4 au troisième trimestre 2004), grâce au mobilier et au matériel audio-vidéo (plus de +40% pour chaque). En revanche, celles de produits alimentaires ont reculé de 1,3% sur la période (7 milliards de F CFP contre 7,1 un an auparavant).

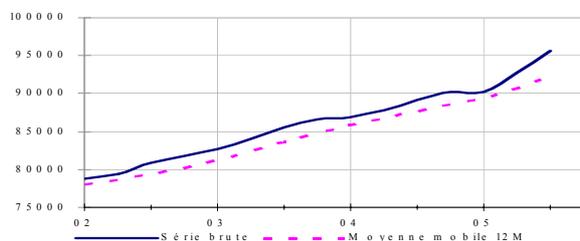
De même, les immatriculations de véhicules neufs ont régressé de 13,9% (1 885 au troisième trimestre contre 2 189 en 2004) bien que le salon de l'automobile ait affiché un bilan correct (511 ventes contre 505 en 2004).

La croissance de l'encours des crédits bancaires est restée soutenue, +9,4% en comparaison annuelle (69,2 milliards de F CFP au troisième trimestre 2005 contre 63,2 un an auparavant).

1.2 Les ménages

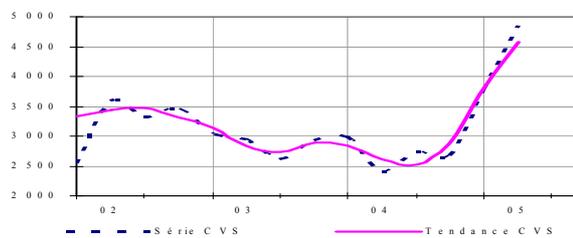
1.2.2 L'investissement immobilier des ménages

Encours bancaires des crédits à l'habitat
(en milliards de F CFP)



Source : IEOM

Montants des prêts à l'habitat octroyés par les banques
(en millions de F CF)



Source : Etablissements de crédit

La hausse de l'encours des crédits bancaires à l'habitat s'est accélérée au troisième trimestre 2005, +7,3% en glissement annuel, après +5,7% et +3,8% aux précédents, sans doute grâce au démarrage du prêt à l'habitat bonifié (PHB), dispositif de soutien gouvernemental démarré en septembre.

Au premier semestre 2005, les banques de la place ont accordé 1 697 prêts immobiliers pour un total de 9,2 milliards de F CFP contre seulement 651 représentant 5,7 milliards à la même époque l'année précédente, soit +161% en volume et +63% en valeur.

1.2.3 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages

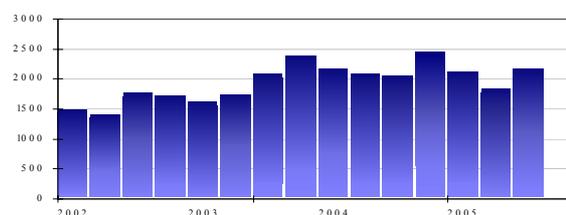
Les indicateurs de vulnérabilité liés à l'utilisation des moyens de paiement

Incidents de paiement sur chèques
(en cumul sur les 12 derniers mois)



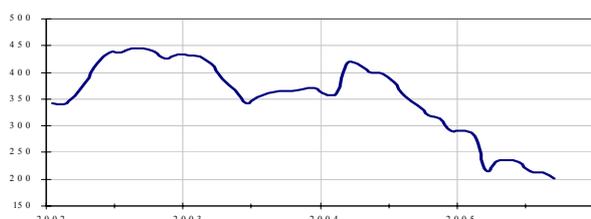
Source : IEOM

Incidents de paiement sur chèques
(en cumul trimestriel)



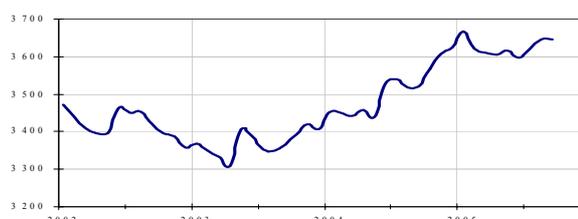
Source : IEOM

Décisions de retraits de cartes bancaires
(en cumul sur les 12 derniers mois)



Source : IEOM

Personnes physiques en interdits bancaires



Source : IEOM

Au troisième trimestre 2005, les incidents de paiement sur chèques ont progressé de 5,4% en glissement annuel (2 155 contre 2 045). En revanche, en cumul sur les neuf premiers mois de l'année, ils se sont repliés de 2,7% (6 088 de janvier à septembre 2005 contre 6 256 de janvier à septembre 2004).

Les décisions de retrait de cartes bancaires se sont raréfiées en comparaison annuelle sur le troisième

trimestre 2005 (35 contre 60) et sur la période janvier-septembre (153 contre 243).

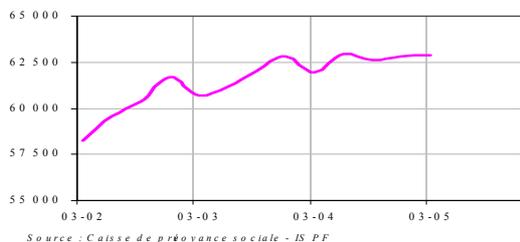
Les interdictions bancaires frappant les personnes physiques ont augmenté de 3,6% en rythme annuel au troisième trimestre 2005 (3 647 contre 3 520).

1.3 Les indicateurs macroéconomiques

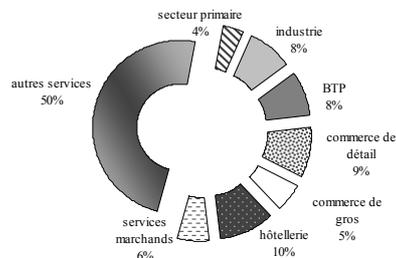
1.3 Les indicateurs macroéconomiques

L'emploi

Nombre de salariés déclarés à la CPS

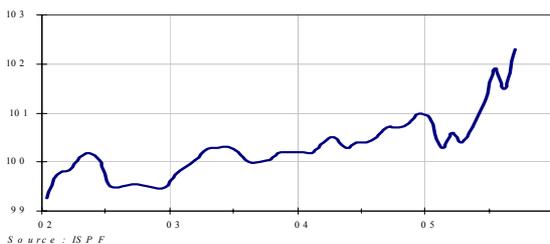


Répartition par secteur au 31 mars 2005

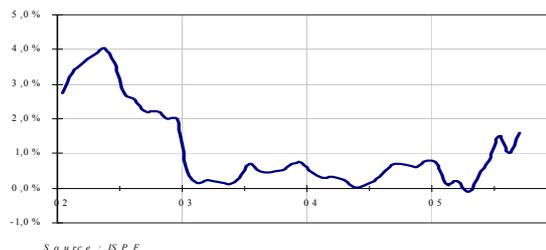


Les prix

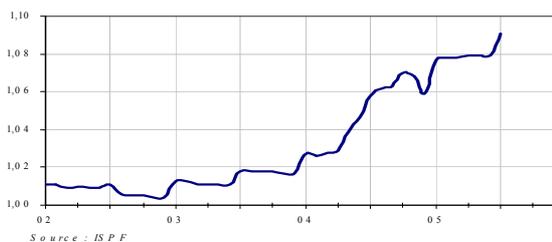
Indice des prix à la consommation
(base 100 = août 2003)



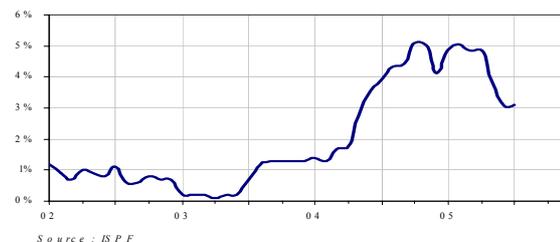
Variation en glissement annuel des prix à la consommation
(base 100 = août 2003)



Index général du BTP
(Tous corps d'état BTP01 base 1^{er} août 2001)

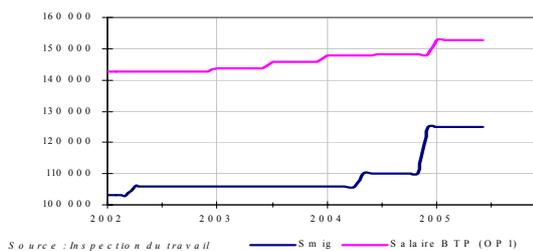


Variation en glissement annuel de l'index général du BTP
(Tous corps d'état BTP01 base 1^{er} août 2001)



Les salaires

Smig et salaires du BTP
(en F CFP)



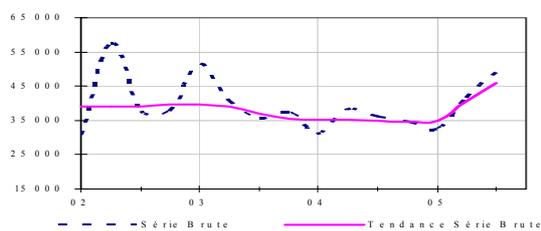
Salaires conventionnels du secteur public
agent de bureau (en F CFP)



1.3 Les indicateurs macroéconomiques

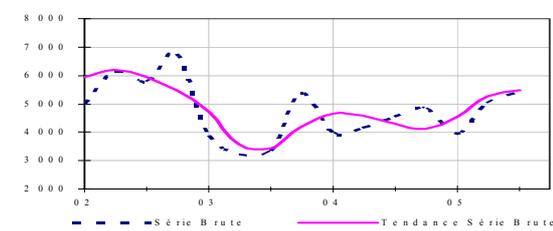
Le commerce extérieur

Importations (en millions de F CFP)



Source : Douanes

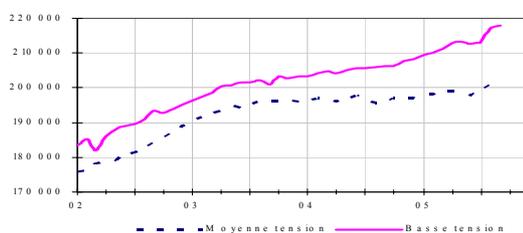
Exportations (en millions de F CFP)



Source : Douanes

L'énergie

Electricité facturée à EDT-Nord (en cumul sur les 12 derniers mois et en milliers de KWh)



Source : Electricité Tahiti

L'évolution des prix, jusque là plutôt mesuré, s'est accentuée à partir de septembre, l'indice passant à 102,3 après 100,7 en septembre 2004, soit +1,6% en glissement annuel.

Au troisième trimestre 2005, les échanges extérieurs de la Polynésie française se sont dégradés en raison de l'achat d'un Airbus par la compagnie aérienne locale Air Tahiti Nui¹ : les exportations ont crû de 18,5% en valeur (5,4 milliards de F CFP contre 4,6 au troisième trimestre 2004) et les importations de 36,1% (49 milliards de F CFP contre 36). Le taux de couverture est ainsi tombé à 11,1 contre 12,7% un an auparavant. Hors avion cependant, il s'est amélioré de 0,9 point (13,6%).

Sur la période, la consommation d'énergie électrique a augmenté de 8,9% (102 118 MWh contre 93 810) ; la moyenne tension a enregistré +6,5% et la basse +11%. La production s'est établie à 126 387 MWh contre 113 015 un an plus tôt, soit +11,8%.

Le passage du SMIC de 110 000 F CFP à 125 000 F CFP en décembre 2004 a induit des mises à niveau des bas salaires assez importantes dans certains secteurs, comme par exemple la banque (+14,8% entre septembre 2004 et septembre 2005) ou le commerce (+12,9%), même s'il s'agit surtout d'un effet de grille aux conséquences pratiques plus limitées.

¹ Voir chapitre 1.1.2 l'investissement des entreprises sur les 12 prochains mois.

1.3 Les indicateurs macroéconomiques

COMMERCE EXTERIEUR (Source : ISPF)	T3 04	T2 05	T3 05	Cumul 2005	Var. trimestrielle	Var. en glisst an.
Importations						
En valeur (en millions de F CFP)	35 984	41 485	48 965	122 945	18,0%	36,1%
En volume (en tonnes)	228 736	236 996	223 467	652 118	-5,7%	-2,3%
Exportations						
En valeur (en millions de F CFP)	4 567	5 019	5 411	14 220	7,8%	18,5%
En volume (en tonnes)	5 108	5 300	6 164	15 026	16,3%	20,7%
Taux de couverture	12,7%	12,1%	11,1%	11,6%	-	-

ENERGIE (Source : EDT)	T3 04	T2 05	T3 05	Cumul 2005	Var. trimestrielle	Var. en glisst an.
Electricité produite (en MWh)	113 015	123 478	126 387	379 201	2,4%	11,8%
Electricité consommée (en MWh)	93 810	103 180	102 118	314 740	-1,0%	8,9%
Basse tension	48 408	54 990	53 743	165 449	-2,3%	11,0%
Moyenne tension	45 402	48 190	48 375	149 291	0,4%	6,5%

(1) Chiffres rectifiés

PRIX (Source : ISPF)	sept-04	juin-05	sept-05	Var. trimestrielle	Var. en glisst an.
Indice des prix à la consommation (base 100 : août 2003)	100,7	101,2	102,3	1,1%	1,6%

EMPLOI (Source : CPS)	T1 04	T4 04	T1 05	Var. trimestrielle	Var. en glisst an.
Nombre de salariés déclarés à la CPS (1)	62 534	63 189	62 748	-0,7%	0,3%

(1) Moyenne sur trois mois

SALAIRES MENSUELS BRUTS	sept-03	sept-04	sept-05	Var. en glissement annuel	
				2005/2004	2004/2003
Traitement de la fonction publique - Agent de bureau 1er éch. INM 215	194 628	195 600	197 562	1,0%	0,5%
Salaire minimum interprofessionnel garanti	105 985	110 000	125 000	13,6%	3,8%
Salaires de l'industrie - employé 1er échelon	118 329	121 308	127 373	5,0%	2,5%
Salaires du BTP - OP 1	143 782	148 133	152 577	3,0%	3,0%
Salaires du commerce - employé 1ère catégorie	109 668	110 766	125 000	12,9%	1,0%
Salaires de l'hôtellerie - employé 1ère catégorie	117 232	120 175	125 000	4,0%	2,5%
Salaires des banques et sociétés financières - employé 1ère catégorie	105 925	108 875	125 000	14,8%	2,8%

2. Analyse sectorielle

2.1 Secteur primaire

2.2 Industrie agroalimentaire

2.3 Autres industries

2.4 Bâtiment et travaux publics

2.5 Commerce

2.6 Hôtellerie – Tourisme

2.7 Services marchands

2. Analyse sectorielle

2.1 Secteur primaire

Opinions des dirigeants d'entreprise du " Secteur primaire " ¹ au 30 septembre 2005

EVOLUTION					
Par rapport au deuxième trimestre 2005					
Activité	Charges d'exploitation	Trésorerie	Effectifs	Prix de vente	Délais de paiement clients
↘	↘	↘	↘	→	↘
en baisse	alourdissement	détérioration	en baisse	stables	allongement

PREVISIONS					
Pour le quatrième trimestre 2005					
Activité	Charges d'exploitation	Trésorerie	Effectifs	Prix de vente	Délais de paiement clients
↗	↘	↘	↘	→	→
en hausse	alourdissement	détérioration	en baisse	stables	stables

CLIMATOLOGIE
au troisième trimestre 2005
+
favorable

Les dirigeants du secteur primaire, constatant un ralentissement de leur activité au troisième trimestre 2005, ont été amenés à des licenciements. Leurs charges d'exploitation ne se sont pas allégées pour autant et leur trésorerie s'est détériorée en raison de la stagnation des prix de vente et des retards de paiement des clients.

Les soldes d'opinions portant sur le quatrième trimestre 2005 laissent augurer une reprise. Les effectifs devraient néanmoins encore se réduire, mais toujours sans effet positif sur les charges d'exploitation. Enfin, la situation de trésorerie des entreprises devrait empirer en dépit de la stabilisation des délais de règlement de la clientèle.

PRODUCTION en tonnes (Source : Caisse de soutien des prix)	T3 04	T2 05	T3 05	Var. trimestrielle	Var. en glisst an.
Coprah	2 403,4	2 324,9	2 912,8	25,3%	21,2%
EXPORTATIONS en tonnes (Source : ISPF)	T3 04	T2 05	T3 05	Var. trimestrielle	Var. en glisst an.
Vanille	1,9	2,2	2,6	18,2%	36,8%
Perles	2,1	2,3	2,4	5,4%	12,8%
Poissons et crustacés	229,4	172,6	158,0	-8,5%	-31,1%

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 25 entreprises du secteur primaire dont 11 ayant répondu.

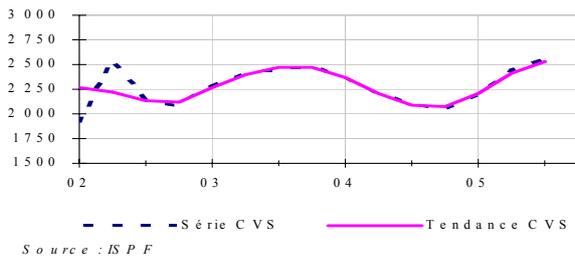
Agriculture

Les exportations de vanille ont atteint 2,6 tonnes au troisième trimestre 2005, en hausse de 36,8% en glissement annuel (1,9 tonnes au troisième trimestre 2004).

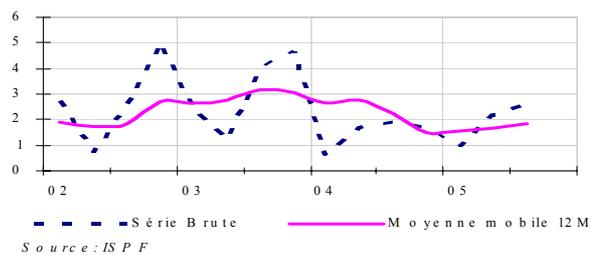
Sur la même période, la production de coprah est passée à 2 913 tonnes contre 2 403, soit +21,2%.

Les éleveurs porcins, dont les exploitations ont subi une épizootie de brucellose, ont obtenu du gouvernement début octobre, une subvention de plus de 15 millions de F CFP pour soutenir la reconstitution du cheptel.

Coprah entré en silos
(en tonnes)



Exportations de vanille
(en tonnes)



Pêche et perliculture

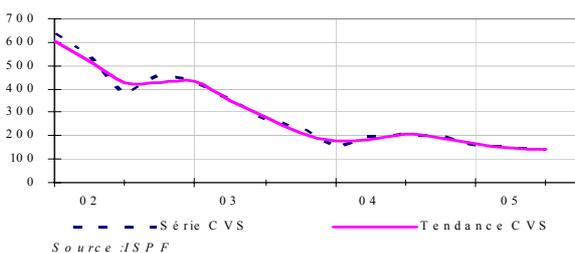
Les exportations de poissons n'ont été que de 158 tonnes au troisième trimestre 2005 contre 229 un an plus tôt, soit -31,1%. A la recherche de la ressource manquante, deux navires locaux, accompagnés de techniciens du Service de la pêche se sont lancés dans une campagne d'exploration vers l'est des Tuamotu pour effectuer des repérages.

Les ventes de perles brutes à l'extérieur ont augmenté de 78,7% en valeur (3,8 milliards de F CFP contre

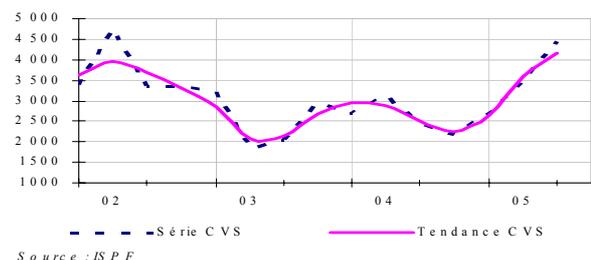
2,1) et de 40,2% en volume (2,4 tonnes contre 1,7), d'où une appréciation du prix moyen au gramme (1 584 F CFP contre 1 243 précédemment).

Pour autant, la 32^e vente aux enchères du GIE Poe Rava Nui n'a pas attiré beaucoup d'acheteurs étrangers, incitant ses organisateurs à changer de stratégie commerciale ; désormais, ils se déplaceront vers leurs clients. Ainsi, ils ont prévu de participer à une vente à Shanghai en février prochain.

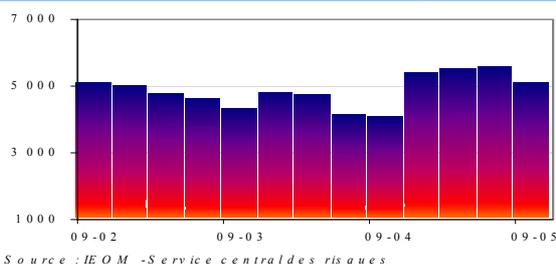
Exportations de poissons et crustacés
(en tonnes)



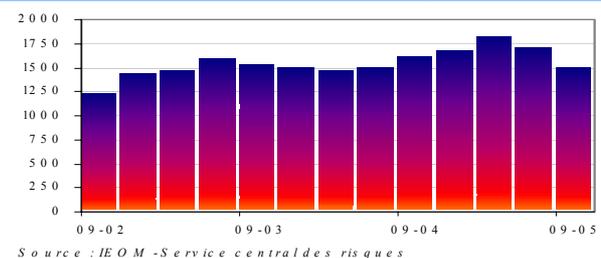
Exportations de perles brutes
(en millions de F CFP)



Crédits à moyen terme secteur primaire
(en millions de F CFP)



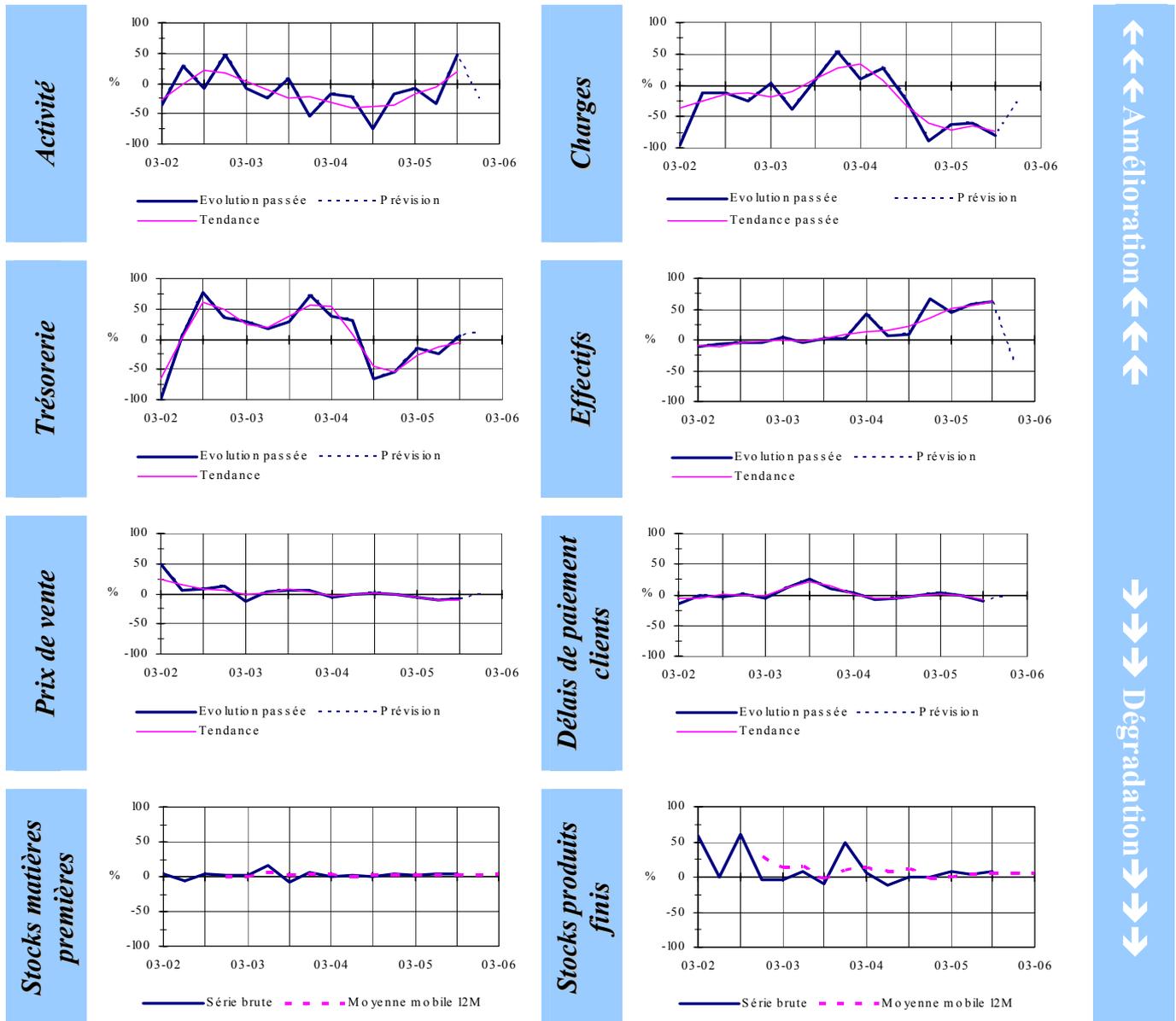
Créances douteuses secteur primaire
(en millions de F CFP)



2.2 Industrie agroalimentaire

2.2 Industrie agroalimentaire

Opinions des dirigeants d'entreprise du secteur " Agroalimentaire " ¹ au 30 septembre 2005
Soldes d'opinions ² CVS



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 17 entreprises du secteur agroalimentaire dont 13 ayant répondu.

² La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinion relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.

2.2 Industrie agroalimentaire

Attendu depuis le début de l'année par les professionnels de l'agroalimentaire, le sursaut de l'activité s'est produit au troisième trimestre. Il a permis d'entretenir un courant d'embauche soutenu avec en contrepartie une aggravation du poids des charges d'exploitation. La trésorerie des entreprises du secteur est redevenue positive en dépit de la tendance à la baisse des prix de vente et de la multiplication des retards de règlement des clients. Comme au trimestre précédent, les stocks de matières premières et de produits finis ont paru adaptés aux besoins.

Cette reprise s'est reflétée dans les exportations de produits alimentaires qui ont enregistré +24,9% en

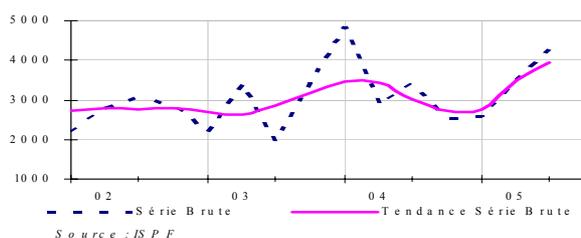
glissement annuel au troisième trimestre 2005 (4 249 tonnes contre 3 402 au troisième trimestre 2004).

Les prévisions de chiffre d'affaires des responsables de l'agroalimentaire pour le dernier trimestre 2005 ne sont pas très optimistes et pourraient les pousser à réduire leurs effectifs pour modérer leurs charges. Quant à la situation de trésorerie des sociétés, elle devrait se maintenir grâce à la régularisation des paiements de la clientèle.

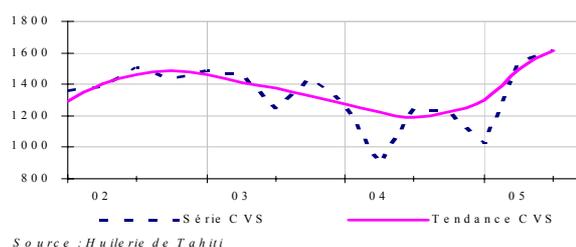
Attendue par les boulangers, la revalorisation de la baguette au 1^{er} septembre a été plus faible que prévu, de 43 à 47 F CFP au lieu de 50.

EXPORTATIONS en tonnes (Source : ISPF)	T3 04	T2 05	T3 05	Var. trimestrielle	Var. en gliss an.
Produits alimentaires	3 402,2	3 483,5	4 249,4	22,0%	24,9%
Nono (purée et jus)	1 628,4	2 101,7	1 552,3	-26,1%	-4,7%

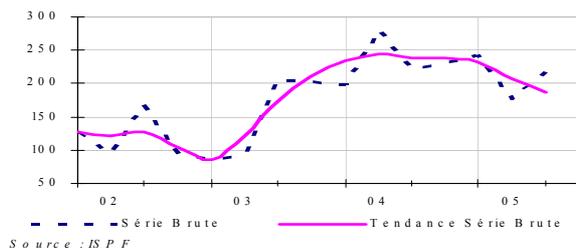
Exportations de produits agricoles et alimentaires (en tonnes)



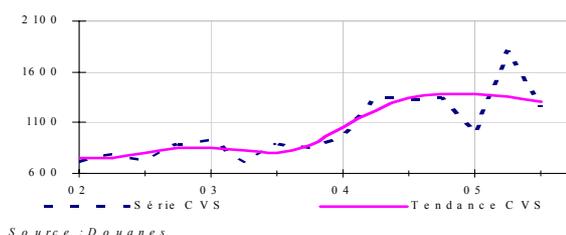
Production d'huile de coprah brute (en tonnes)



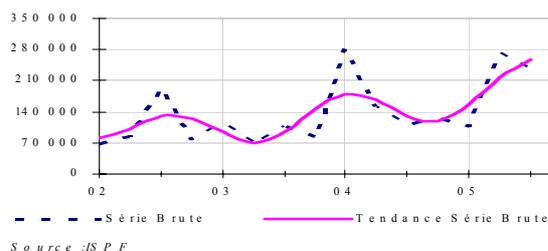
Exportations de jus de fruits (en tonnes)



Exportations de confitures, gelées et purées de fruits (en tonnes)



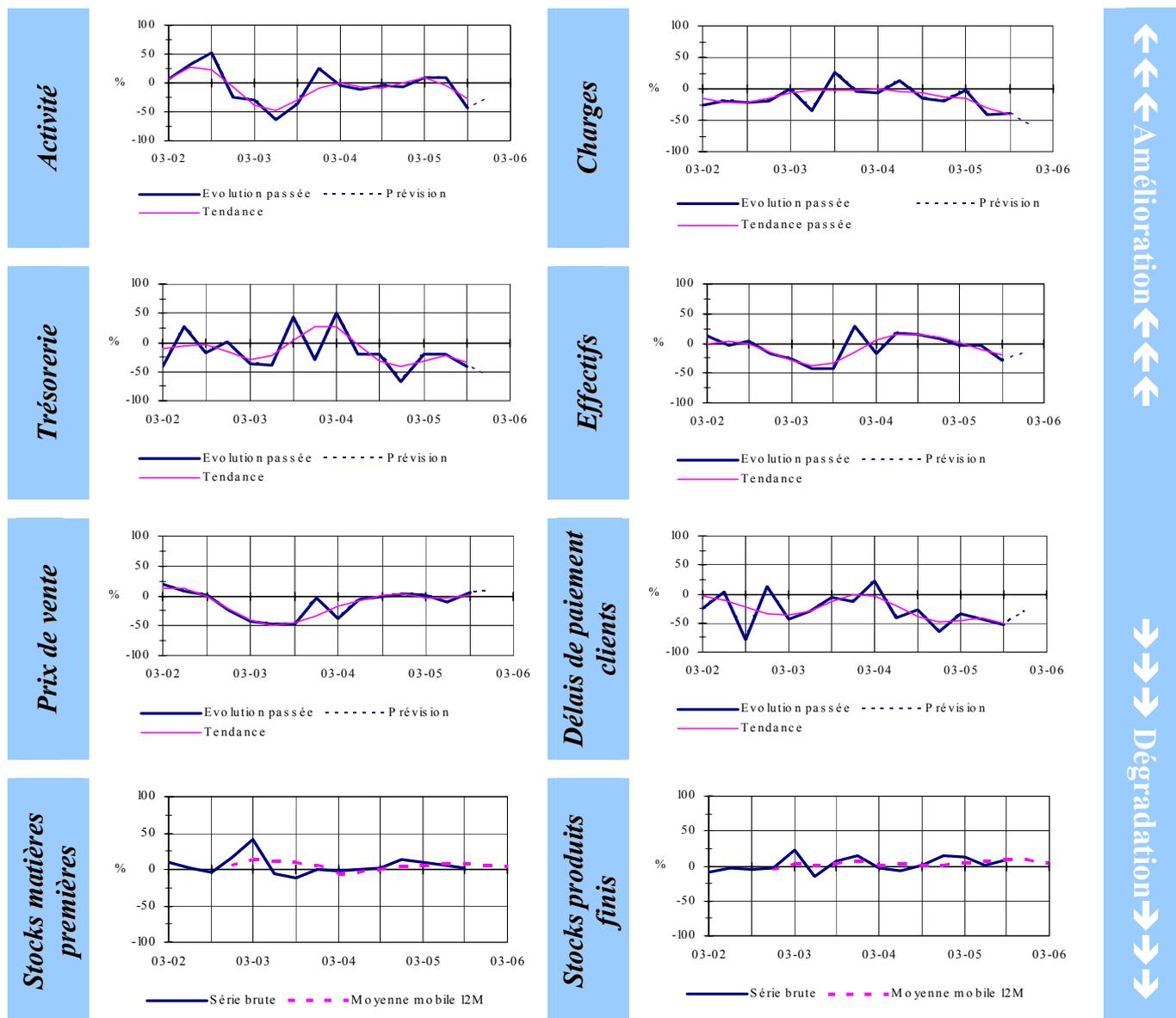
Exportations de bières et alcools (en litres)



2.3 Autres industries

2.3 Autres industries

Opinions des dirigeants d'entreprise du secteur "Autres industries"¹ au 30 septembre 2005
Soldes d'opinions² CVS



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 30 entreprises de l'industrie hors agroalimentaire dont 17 ayant répondu.

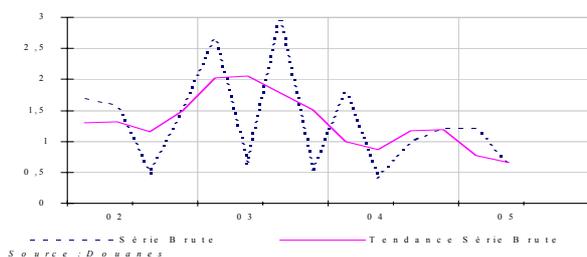
² La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinion relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.

Le courant d'affaires de l'industrie s'est ralenti au troisième trimestre 2005. Malgré les licenciements opérés, aucune incidence positive n'a été observée sur les charges d'exploitation. La situation de trésorerie des entreprises a continué de se détériorer sous l'effet de l'allongement des délais de paiement des clients. Les stocks de matières premières ont été estimés normaux et ceux de produits finis excessifs.

Pour la fin de l'année, les responsables industriels qui ont répondu au questionnaire n'envisagent aucune amélioration de la conjoncture. Ils comptent donc poursuivre leur politique restrictive en matière d'emploi sans pour autant en espérer un réel allègement de leurs charges d'exploitation pour autant. Quant à leur trésorerie, obérée par les retards des règlements des clients, elle risque de ne pas profiter de l'enchérissement des prix de vente.

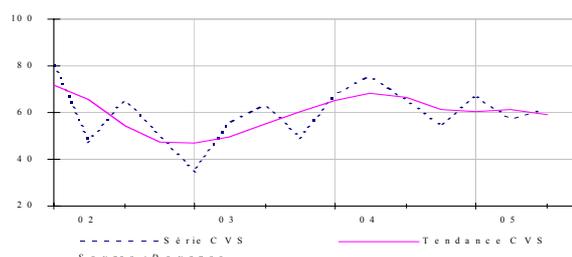
Exportations de savons

(en tonnes)



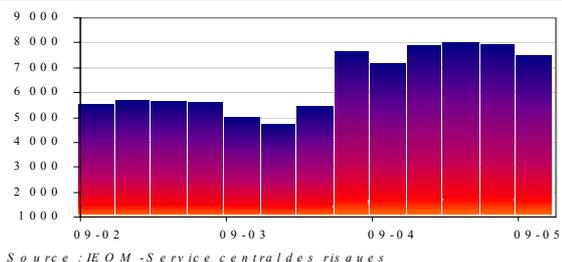
Exportations de monoï et produits dérivés

(en tonnes)



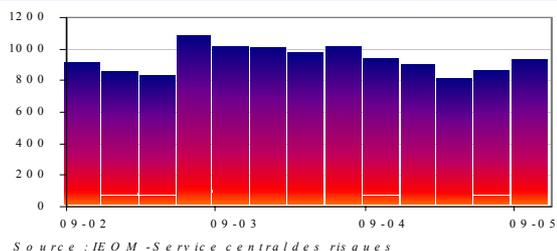
Crédits à moyen terme industrie

(en millions de F CFP)



Créances douteuses industrie

(en millions de F CFP)

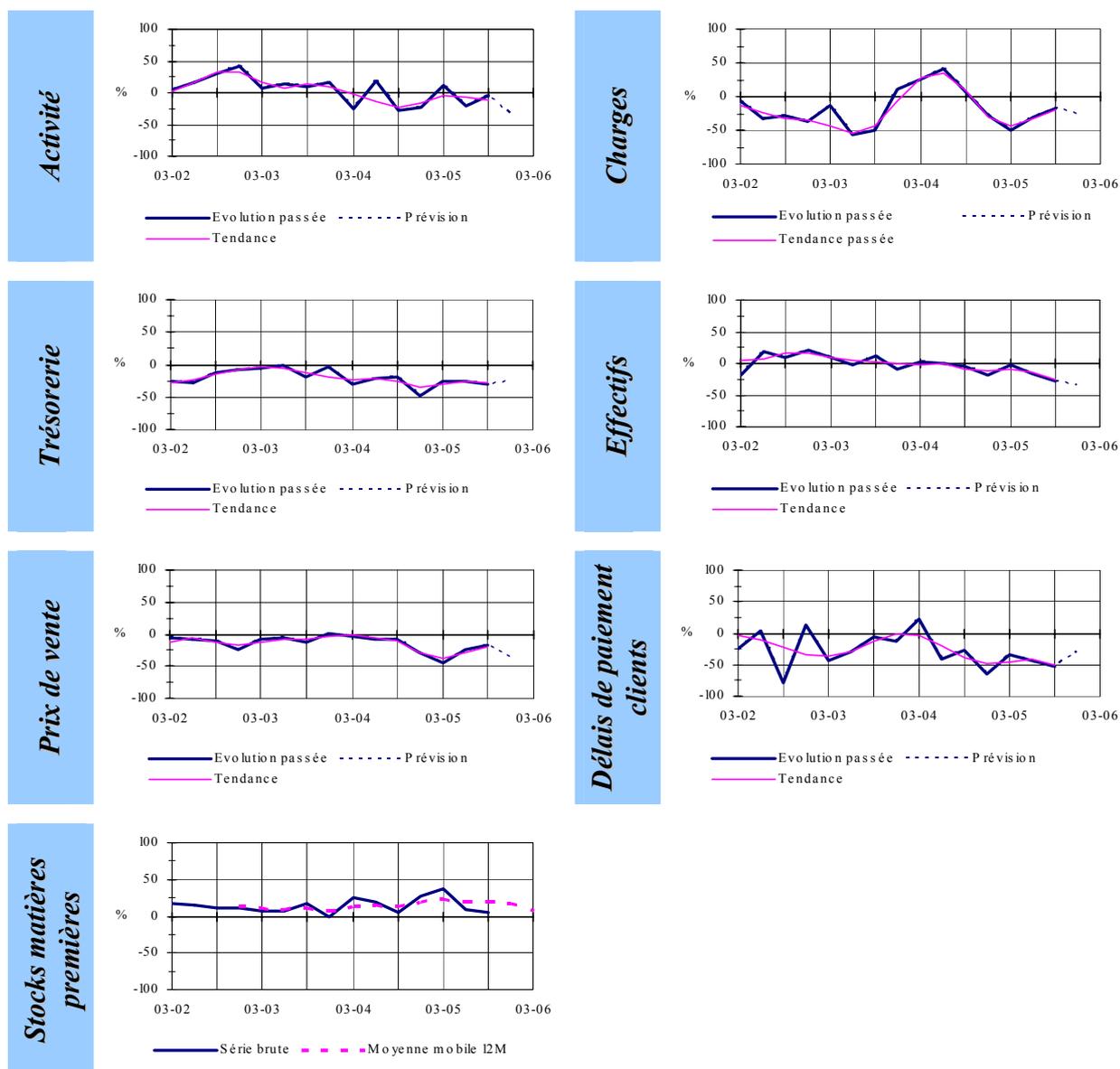


2.4 Bâtiment et travaux publics

2.4 Bâtiment et Travaux publics

Opinions des dirigeants d'entreprise du secteur " Bâtiment et Travaux publics " ¹
au 30 septembre 2005

Soldes d'opinions ² CVS²



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 35 entreprises du secteur du BTP dont 21 ayant répondu.

² La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinion relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.

2.4 Bâtiment et travaux publics

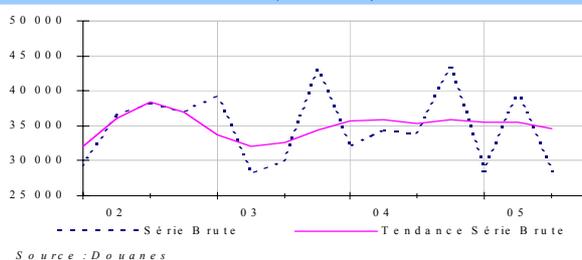
Face à l'atonie de la conjoncture au troisième trimestre, les responsables du BTP ont continué de faire des coupes dans leurs effectifs. Malgré cela, leurs charges d'exploitation sont restées élevées. Leur situation de trésorerie s'est altérée sous l'effet cumulé du recul des prix de vente et de la multiplication des retards de paiement de la clientèle. En revanche, les stocks de matières premières ont semblé correspondre aux souhaits des professionnels.

Les importations de ciment et de bois transformé se sont contractées au troisième trimestre en rythme annuel de respectivement 15,5% (28 509 tonnes contre 33 740 au troisième trimestre 2004) et de 6,2% (11 751 tonnes contre 12 526 précédemment).

Pour la fin de l'année en cours, la tendance de fond devrait persister : une faible activité accompagnée de restrictions de personnel et de charges d'exploitation en excès. Quant à la trésorerie des entreprises du secteur, elle devrait encore pâtir de la baisse des prix de vente et de l'allongement des délais de règlement des clients.

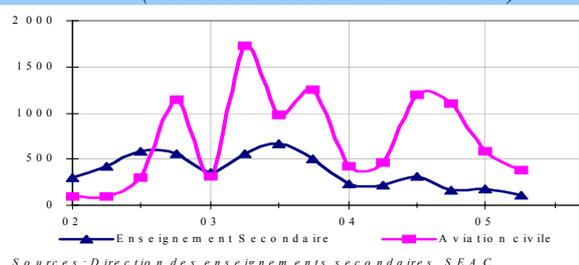
L'île de Makatea, située au nord-ouest des Tuamotu, connue pour son gisement de phosphate en exploitation toute la première moitié du vingtième siècle, pourrait prochainement redevenir un centre industriel : un entrepreneur privé a le projet d'y implanter une cimenterie, avec pour objectif l'autosuffisance de la Polynésie française et l'exportation vers les pays voisins.

Importations de ciment
(en tonnes)



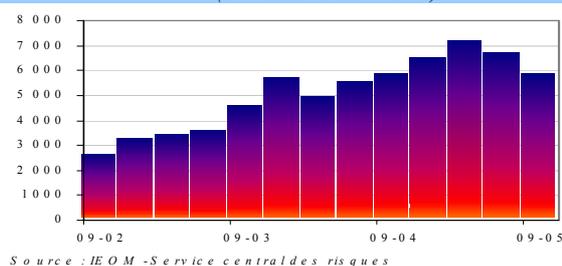
Dépenses liquidées

(données brutes en millions de F CFP)

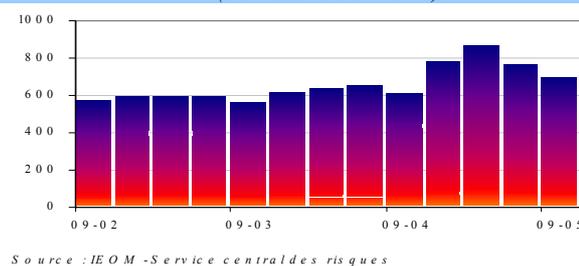


IMPORTATIONS en tonnes (Source : ISPF)	T3 04	T2 05	T3 05	Var. trimestrielle	Var. en glisst an.
Ciment	33 739,5	39 487,4	28 508,9	-27,8%	-15,5%
Bois transformé	12 525,8	6 341,2	11 751,4	85,3%	-6,2%

Crédits à moyen terme BTP
(en millions de F CFP)



Créances douteuses BTP
(en millions de F CFP)

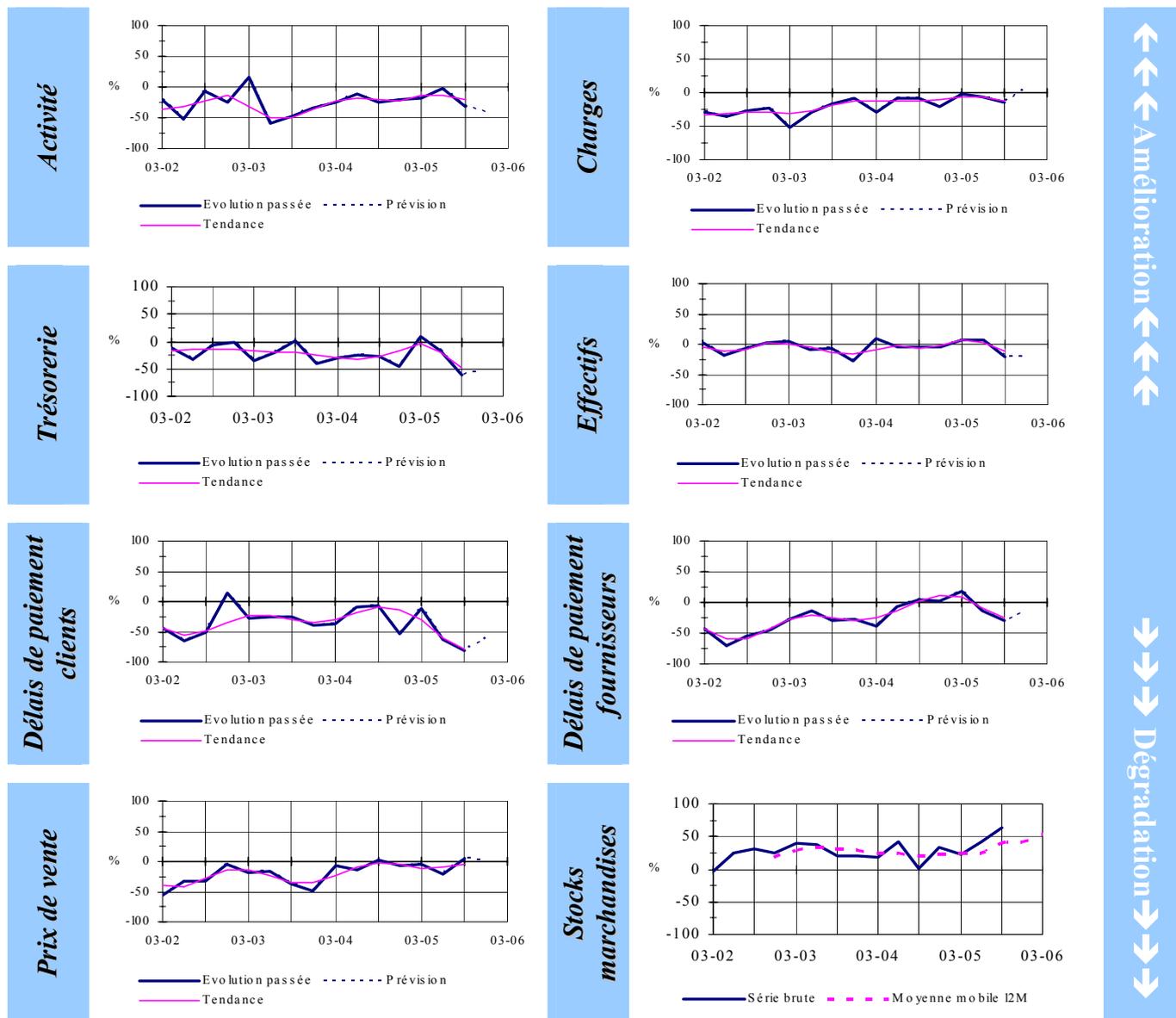


2.5 Commerce

Commerce de gros

Opinions des dirigeants d'entreprise du secteur " Commerce de gros "¹ au 30 septembre 2005

Soldes d'opinions² CVS



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

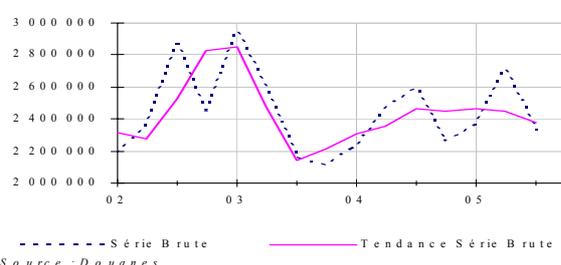
¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 26 entreprises du secteur du commerce de gros dont 16 ayant répondu.

² La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinion relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.

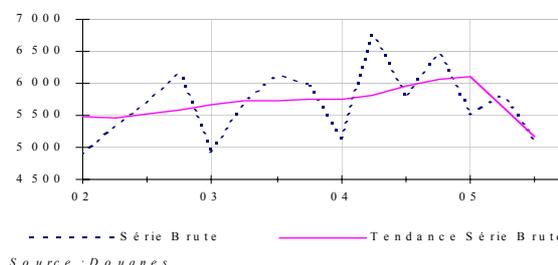
En voie de redressement au deuxième trimestre 2005, l'activité du commerce de gros a replongé au suivant. De ce fait, les chefs d'entreprises du secteur ont revu leurs effectifs à la baisse, mais sans influence positive sur leurs charges d'exploitation. La trésorerie des sociétés a continué d'être affectée par les retards de paiement de la clientèle et n'a pas profité de la stabilisation des prix de vente. Quant aux stocks de marchandises, ils ont une fois de plus été considérés comme excédentaires.

La conjoncture devrait rester déprimée jusqu'à la fin de l'année et inciter les dirigeants du commerce de gros à limiter le nombre de leurs employés. Leur situation de trésorerie ne devrait pas connaître d'embellie, toujours grevée par l'allongement des délais de règlement des clients.

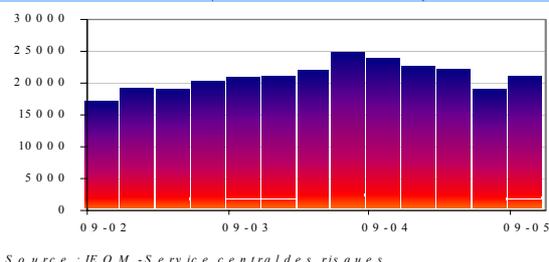
Importations d'eaux minérales
(en litres)



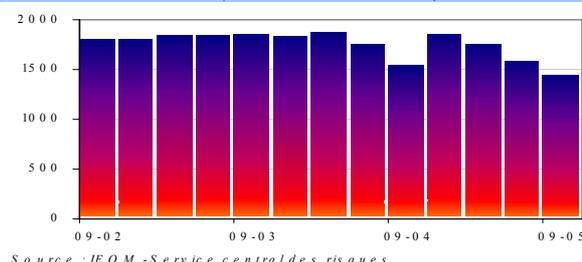
Importations de viande
(en tonnes)



Crédits à moyen terme commerce
(en millions de F CFP)

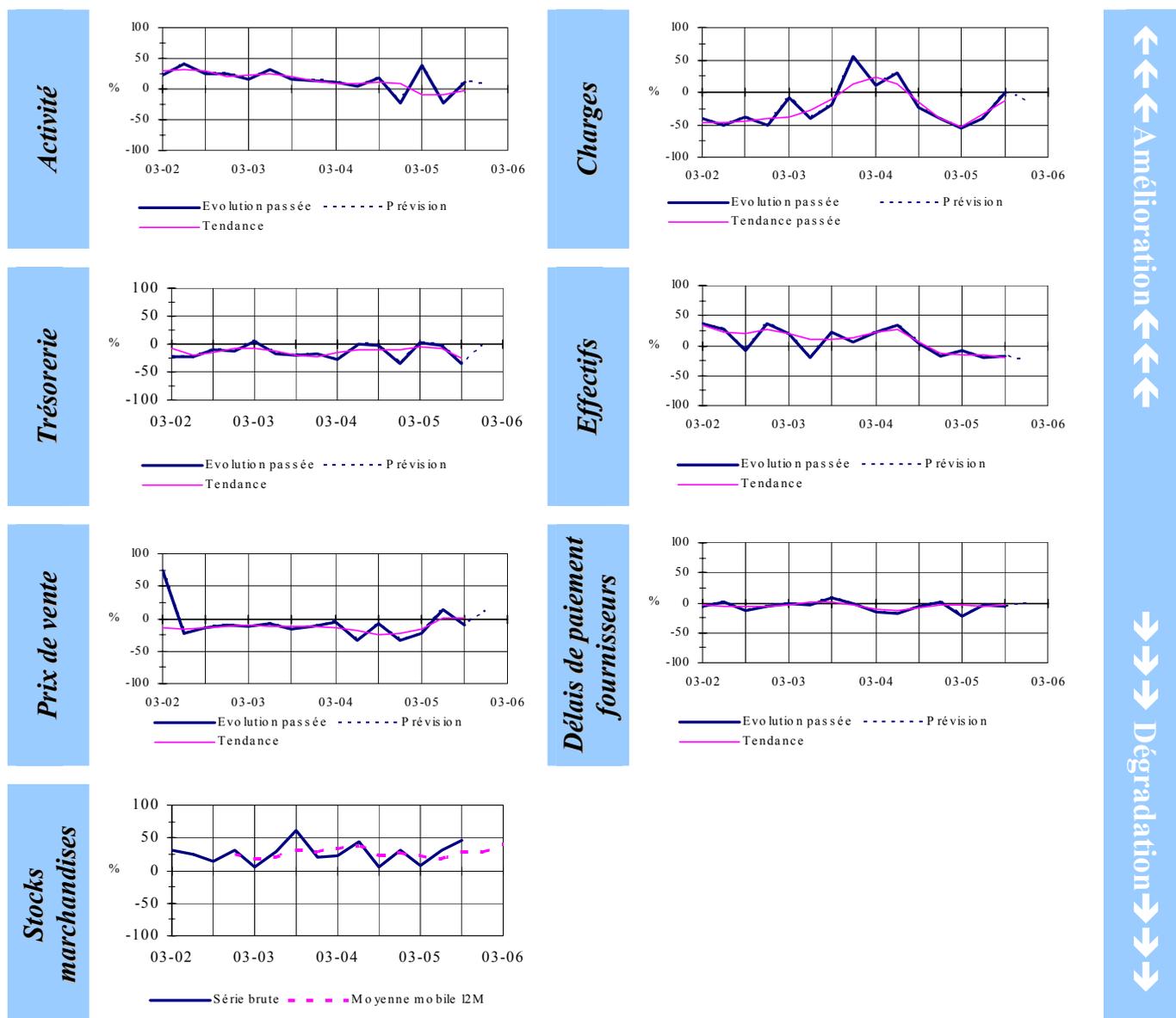


Créances douteuses commerce
(en millions de F CFP)



Commerce de détail

Opinions des dirigeants d'entreprise du secteur " Commerce de détail "¹ au 30 septembre 2005
Soldes d'opinions² CVS



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 44 entreprises du commerce de détail dont 23 ayant répondu.

² La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinion relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.

Une amélioration du climat des affaires a été constatée au troisième trimestre 2005 par les dirigeants du commerce de détail. Des compressions de personnel leur ont permis de maîtriser le niveau de leurs charges d'exploitation. Leur situation de trésorerie, compromise par l'affaiblissement des prix de vente, n'a toutefois pas donné lieu à des retards dans les paiements aux fournisseurs. Les stocks de marchandises, en excédent depuis le début de l'année, ne se sont toujours pas résorbés.

Pour les trois derniers mois de l'année, les professionnels tablent tout au plus sur un maintien de

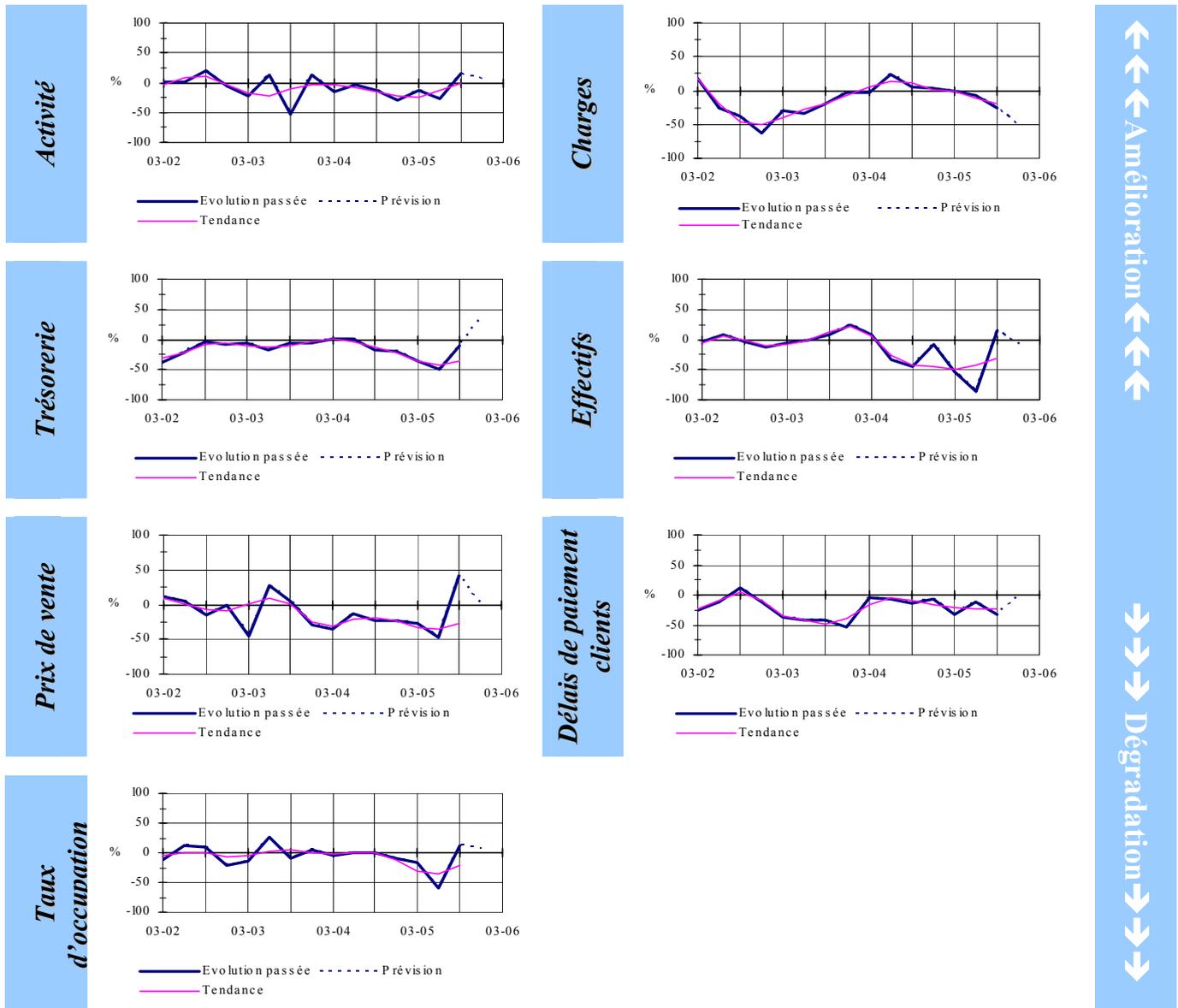
l'activité et ce malgré la perspective des fêtes. De ce fait, ils envisagent de continuer à restreindre le nombre de leurs salariés. Leurs coûts d'exploitation devraient, malgré cela, s'alourdir. Néanmoins, leur trésorerie pourrait bien retrouver l'équilibre grâce à la remontée des prix de vente.

Le Conseil des ministres a récemment accordé une autorisation d'extension de surface de vente à l'enseigne Master Price (côte ouest de Tahiti). Le passage de cette dernière dans la catégorie « hypermarchés » devrait concourir à renforcer la concurrence dans la grande distribution.

2.6 Hôtellerie - tourisme

2.6 Hôtellerie - tourisme

Opinions des dirigeants d'entreprise du secteur "Hôtellerie et tourisme"¹ au 30 septembre 2005
Soldes d'opinions² CVS



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 20 entreprises du tourisme dont 12 ayant répondu.

² La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinion relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.

2.6 Hôtellerie - tourisme

La haute saison n'a pas suffi à effacer les médiocres performances accumulées en 2005. De janvier à septembre, 153 927 visiteurs étrangers sont venus en Polynésie française contre 158 613 sur la même période en 2004, soit -3% : la raréfaction des Américains (-10,4%) et des Japonais (-8,6%) n'a pas été compensée par l'amélioration de la fréquentation des Européens (+3,7%).

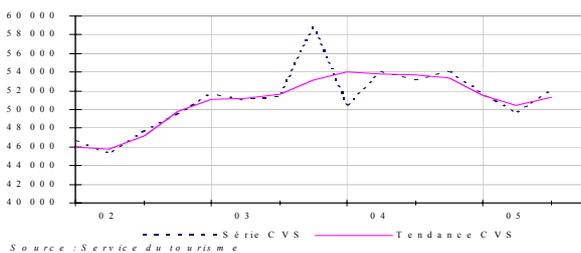
Selon les responsables de l'hôtellerie interrogés pour l'enquête, le troisième trimestre a apporté un accroissement du volume d'affaires et nécessité un supplément de main d'œuvre qui a contribué à alourdir les charges d'exploitation. La situation de trésorerie des établissements a cependant retrouvé l'équilibre grâce à l'ajustement à la hausse des tarifs. Quant au taux d'occupation moyen, il s'est avéré plus satisfaisant qu'au trimestre précédent. Pour les adhérents du conseil des professionnels de l'hôtellerie (CPH), il a atteint 77,25% en septembre 2005 (74%

un an plus tôt), mais seulement 63,81% en cumul depuis janvier (64,90% de janvier à septembre 2004).

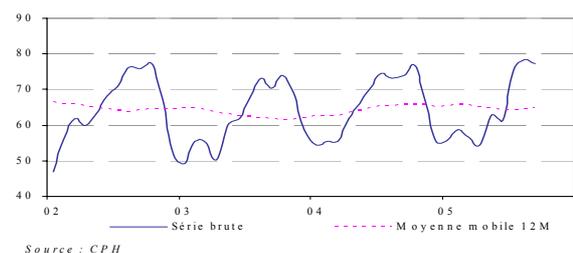
L'activité devrait se maintenir au quatrième trimestre. A l'approche de la basse saison, les embauches devraient connaître un coup d'arrêt, mais n'apporter aucun allègement des charges. La trésorerie des entreprises pourrait bénéficier de la stabilisation des prix de vente et surtout du raccourcissement des délais de paiement des clients. Enfin, le taux de remplissage des hôtels devrait rester correct.

Fin octobre, le séminaire des responsables du GIE Tahiti tourisme a été l'occasion pour le gouvernement d'avancer l'hypothèse d'une unification des organismes publics en charge du tourisme ; on devrait donc assister à la création, aux côtés de l'actuel Service du tourisme, d'un unique GIE reprenant les attributions des GIE Manava, Tahiti tourisme et Haere Mai¹.

Fréquentation touristique (en nombre de touristes)



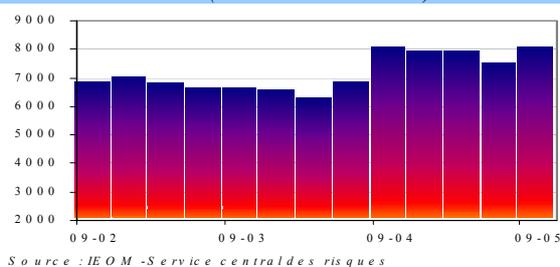
Taux d'occupation des grands hôtels (en %)



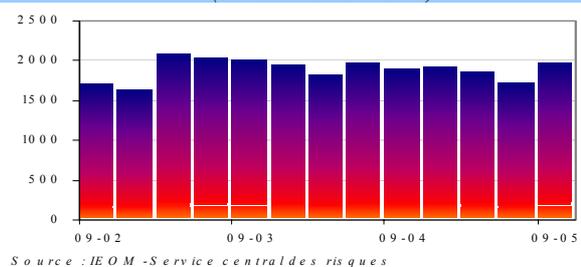
TRAFIC A L'AEROPORT DE TAHITI (Source : SEAC)	T3 04	T2 05	T3 05	Var. trimestrielle	Var. en gliss an.
Nombre de passagers	179 294	141 645	179 855	27,0%	0,3%

FREQUENTATION TOURISTIQUE (Source : Ministère du tourisme)	T3 04	T2 05	T3 05	Var. trimestrielle	Var. en gliss an.
Nombre de touristes	60 365	47 983	59 084	23,1%	-2,1%

Crédits à moyen terme hôtellerie, restauration (en millions de F CFP)



Créances douteuses hôtellerie, restauration (en millions de F CFP)



¹ Les GIE Manava et Tahiti s'occupent de la promotion touristique sur le plan interne pour le premier et externe pour le second. Quant au GIE Haere Mai, il veille aux intérêts des pensions de famille.

2.7 Services marchands

2.7 Services marchands

Opinions des dirigeants d'entreprise du secteur " Services marchands " ¹ au 30 septembre 2005

EVOLUTION					
Par rapport au deuxième trimestre 2005					
Activité	Charges d'exploitation	Trésorerie	Effectifs	Prix de vente	Délais de paiement clients
↘ en baisse	↘ alourdissement	↘ dégradation	↘ en baisse	↘ en baisse	↘ allongement

PREVISIONS					
Pour le quatrième trimestre 2005					
Activité	Charges d'exploitation	Trésorerie	Effectifs	Prix de vente	Délais de paiement clients
↘ en baisse	↘ alourdissement	↘ dégradation	↘ en baisse	↘ en baisse	↘ allongement

NIVEAU DU CARNET DE COMMANDES
Par rapport à la normale
- inférieur

Pour les services marchands, la conjoncture, peu favorable au deuxième trimestre, s'est dégradée au suivant. Des suppressions de postes ont eu lieu, ce qui n'a cependant pas freiné l'aggravation des charges d'exploitation. La trésorerie des sociétés a continué à souffrir de la réduction des prix de vente et de l'allongement des délais de paiement de la clientèle. Les carnets de commandes, enfin, ne se sont pas remplis suffisamment.

Le dernier trimestre de 2005 devrait être à l'image du précédent et amener quelques licenciements. Les charges d'exploitation ne devraient pas s'alléger pour autant et la situation de trésorerie des services marchands pourrait encore se détériorer à cause de la tendance baissière des tarifs et de la multiplication des retards de règlement des clients.

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 64 entreprises du secteur « services marchands » dont 38 ayant répondu.

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER
BP 583 - 98713 PAPEETE

Directeur de la publication : Thierry CORNAILLE
Responsable de la rédaction : Jean-Pierre DERANCOURT
Editeur : IEOM - Etablissement public
21 rue du Docteur CASSIAU – PAPEETE

Achévé d'imprimer le 16 novembre 2005
Dépôt légal : 16 novembre 2005 - N° ISSN 0296-3116